recherche:Mise en page 1 04/04/2012 15:40 Page 1

Mouvement des connaissances Recherche Université ...

POUR UNE POLITIQUE D'ÉMANCIPATION !

PCF
Parti communiste français

FRONT DE GAUCHE

Universitaires, chercheurs, travailleurs scientifiques, étudiants ... nous sommes confrontés aux politiques qui veulent asservir le développement des connaissances aux logiques de la finance, de la rentabilité et de la privatisation.

- Casse des services publics de recherche et d'enseignement supérieur

- Concurrence généralisée des laboratoires et des personnes dans la course aux financements

- Evaluation utilitariste et sélective des personnes et des équipes

- Formations orientées vers les exigences économiques à court terme au mépris de la réponse aux besoins sociaux

- Démocratie et collégialité bafouées par des gouvernances bureaucratiques et autoritaires

C'est ce que nous connaissons avec la loi Libertés et Responsabilités des Universités, avec la RGPP, avec les IDEX, LABEX et autres « Ex » ...
C'est la liberté de la recherche, les libertés académiques, la diffusion et l'appropriation sociales des savoirs, la démocratisation de l'enseignement supérieur qui sont mises en cause avec Sarkozy et ses ministres.

Ce sont nos missions et nos valeurs qui sont attaquées.

En même temps, les États européens s'enlisent dans des logiques régressives et à courte vue. L'austérité budgétaire s'impose, la crise sociale s'intensifie et la situation du plus grand nombre semble promise à une régression sans fin.
En même temps, l'adoption de politiques d'urgence face à la crise écologique planétaire -réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles, multiples dégâts du productivisme - se heurte aux intérêts financiers et des grands groupes capitalistes. .
En même temps, le rejet de groupes stigmatisés (Roms, immigrés, etc.) et la surenchère dans les logiques sécuritaires prospèrent et font planer de lourdes menaces sur la démocratie, voire sur la paix dans nos sociétés.

... Comment en sortir ? Nous sommes aujourd'hui à la veille de choix déterminants : en Europe et dans le monde avec les mouvements des peuples pour se libérer des carcans politiques et de l'emprise de la finance. En France avec les échéances électorales, présidentielles puis législatives, de 2012.

Pendant les années du sarkozysme, nos mobilisations ont permis que s'expriment les résistances à ces politiques, souvent de façon très importante et inédite.
Il s'agit de construire une alternative politique, économique et sociale, à la fois nationale, européenne et internationale, qui rejette sans ambigüité la poursuite des politiques libérales, sous toutes leurs formes.

Le Front de Gauche incarne une dynamique unitaire qui entend peser sur le cours du monde. Autour de plusieurs partis politiques, il construit l'unité dans la diversité des traditions, des ancrages sociaux, des cultures politiques, en liaison avec les mouvements sociaux. Il entend allier la détermination dans les luttes sociales et la capacité à transformer les institutions.

Son « **Programme Populaire Partagé** » veut contribuer à faire des rendez-vous électoraux de 2012 le premier acte d'une révolution citoyenne. Il n'est pas un recueil de solutions toutes faites. Fruit de nos réflexions et de forums publics tenus dans tout le pays, il aspire à être enrichi, discuté, contesté même. Il veut provoquer et nourrir le débat politique sans lequel il n'est pas de démocratie adulte, condition d'un peuple émancipé.

C'est ce à quoi nous vous invitons.

Dans le mouvement des connaissances existent de formidables possibilités émancipatrices et de réponse aux nouvelles problématiques de l'humanité. L'université et la recherche sont à la fois au cœur des enjeux de développement du capitalisme et de sa crise profonde et durable, et de l'alternative à ce système. **Au nom même de l'autonomie de l'activité intellectuelle, il est temps de réaffirmer les valeurs universelles qui en sont solidaires et de les faire entendre dans l'espace politique !**

Les pages qui suivent indiquent les axes forts de nos propositions en ce qui concerne l'enseignement supérieur, la recherche, le développement des connaissances et les qualifications.
C'est un point de départ pour la discussion libre, audacieuse et mobilisatrice, pour ouvrir le chemin aux transformations nécessaires à :

l'humain d'abord !

recherche:Mise en page 1 04/04/2012 15:40 Page 2

LES PROPOSITIONS DU FRONT DE GAUCHE

Elargir à toute la société les possibilités d'accès aux formes les plus élaborées du savoir scientifique

Agir tout de suite : Abrogation de la loi LRU et du Pacte pour la recherche

Service public

• Pour l'enseignement supérieur et la recherche, nous engagerons rapidement la reconstruction du service public dans ses missions prioritaires.

• la RGPP sera stoppée et un plan de rattrapage de l'emploi sera mis en place au profit exclusif de l'emploi permanent titulaire.

• Le CNRS, comme l'Inserm, seront rétablis dans la diversité de leurs disciplines et leur vocation de pôles publics de la recherche, au service de toutes les sciences et dans leurs missions de prospective et d'évaluation.

• Sur le modèle du CNRS, nous créerons un établissement public de recherche technologique et industrielle s'appuyant sur les structures existantes

• Le principe de la progression de la carrière pour chacune et chacun sera rétabli ; nous abandonnerons les primes « au mérite ».

• La France agira pour soustraire les services publics de recherche et d'enseignement supérieur au champ de négociation de l'OMC.

Financement

• Doublement du budget public de la recherche dans la législature

• L'effort budgétaire public pour l'enseignement supérieur sera porté à 12 000 euros par an et par étudiant(e). Les moyens publics de la recherche seront garantis ; l'apport de contributions privées sur la base de principes d'intérêt général sera possible, sans jamais se substituer au financement budgétaire public.

• Le pôle financier public fournira un crédit bonifié aux entreprises pour l'emploi, la formation, la recherche et le développement, sur critères d'utilité sociale et environnementale.

• Des fonds régionaux et un Fonds national pour l'emploi et la formation pourront se servir de moyens d'intervention publique à leur disposition (bonifications d'intérêts, garanties d'emprunts) en réutilisant à cet effet les fonds aujourd'hui gaspillés dans les cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises

Démocratie

• Nous mettrons en chantier une nouvelle loi qui s'appuiera sur les travaux d'Assises de la recherche réunies dès le début du mandat.

• Nous démocratiserons les conseils d'administration des universités et des organismes de recherche. La totalité des personnels, des chercheurs et des enseignants-chercheurs pourra intervenir en amont des décisions.

• Le droit des citoyens à intervenir dans le développement de la recherche sera inscrit dans la Constitution. Nous garantirons la **création de forums citoyens des sciences et de la technologie**, dotés du pouvoir d'enquête.

Leur composition sera représentative de tous les acteurs de la vie publique.

Liberté de la recherche, évaluation

• Nous garantirons le droit effectif de tous les enseignants-chercheurs à exercer une activité de recherche

• Nous supprimerons l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), qui juge la production scientifique sur des critères de diffusion qui, au final, sont de nature marchande.

• Les travaux des chercheuses et des chercheurs seront évalués par leurs pairs par des instances majoritairement élues avec la garantie de la représentation de l'éventail des disciplines et de tous les courants de pensée.

Droits et moyens pour les étudiants

• Nous voulons permettre à tout(e) étudiant(e) d'aller au bout de ses possibilités, avec le souci permanent de la validation des parcours et des acquis.

• Egal accès au savoir de tous les jeunes, quels que soient leur lieu d'habitation, les revenus et le milieu socioculturel de leur famille, ainsi que pour l'accueil des étudiants étrangers qui le souhaitent dans une vision non marchande de contribution au développement et à la coopération entre les peuples.

• Augmentation immédiate des bourses d'études, élargissement des droits sociaux aux jeunes majeurs

• Mise en place d'un statut social pour tous les jeunes permettant leur autonomie

PROPOSITIONS DU FRONT DE GAUCHE

Défense des qualifications

• Nous garantirons le droit à une qualification égale pour ceux qui ont suivi une même formation : défense du cadre national des diplômes grâce au rétablissement des missions du CNESER, validation de toutes les années d'études dans les conventions collectives.

• Reconnaissance du titre de docteur dans les conventions collectives. Les pôles de coopération notamment permettront l'embauche de titulaires du titre de docteur.

Coopérations scientifiques

• La marchandisation du savoir prônée par la stratégie de Lisbonne sera combattue et la coopération entre les services publics de l'enseignement supérieur au niveau européen sera défendue et élargie.

• Nous abolirons les pôles de compétitivité qui concentrent les activités sur quelques lieux dans une mise en concurrence des territoires, au profit de la constitution de pôles de coopération permettant de mieux lier recherche, formation, production et emploi.

• La France engagera des politiques de coopération scientifique et universitaire internationales via la mise en commun et le partage en libre accès des compétences et des ressources et via des budgets soutenant les missions internationales des chercheurs et des enseignants-chercheurs.

• Les missions de coopération internationale seront partie intégrante des services des enseignants-chercheurs.

Formation, recherche, pôle public en Santé : une politique cohérente.

• Le nombre d'étudiants à l'entrée des études de médecine sera augmenté de manière significative dans la perspective de la suppression du numerus clausus.

• Nous lancerons un programme de formation de toutes les disciplines de la santé, libéré de l'influence des laboratoires pharmaceutiques.

• Un pôle public du médicament avec au moins une entreprise publique qui interviendra sur la recherche, la production et la distribution de médicaments. Ce pôle public (...) relancera la recherche publique et fera adopter une charte incluant le devoir de recherche sur les médicaments dits "non rentables".

** **CNRS :** Centre National de la recherche Scientifique*
** **CNESER :** conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche*
****CoNRS :** Comité National de la Recherche Scientifique*
** **IDEX, LABEX ... :** « initiatives » et « laboratoires »*
« d'excellence », créés pour l'attribution des crédits du grand emprunt.
** **OMC :** Organisation Mondiale du Commerce*

WWW.PLACEAUPEUPLE2012.FR

La finalité de notre projet est l'émancipation, en créant les conditions pour que chacune et chacun puisse construire sa vie libéré(e) de toute domination et développer ses potentialités.
L'organisation de la société doit donc permettre à chacun d'être maître de soi-même et de son existence par des politiques publiques qui placent en leur cœur les enjeux de culture, d'art, de savoir, de création, de maîtrise et de développement de son corps.

Programme Populaire Partagé, chapitre 9

L'Enseignement supérieur a besoin d'une politique qui rompe avec l'affairisme

Le discours de François Hollande sur sa politique d'enseignement supérieur maintient des ambigüités fondamentales, caractéristiques de la démarche du candidat du PS ; mais pour que Laurent Wauquiez hurle au scandale il faut que dans les anfractuosités d'un discours préservant différents possibles, il ait lu qu'on touche à l'essentiel. La loi LRU selon Mme Pécresse « n'était ni de droite ni de gauche », une loi à laquelle « on ne touchera pas ».

Or elle est à terre selon les chiens de garde. Ils ont raison ; cette loi doit mourir et mourra. Elle mourra de la montée en puissance de l'exigence démocratique, de l'exigence irrépressible de pouvoir décider hors des diktats de toute nature qu'enserre un étatisme étouffant toute initiative créatrice. Aucune équivoque n'y changera rien.

Décidément, le vote en faveur du candidat du Front de Gauche J-L Mélenchon se révèle ainsi d'une importance capitale !

Un enseignement supérieur « ouvert sur le monde » ose le Ministre en sursis pour parler de l'univers que la droite a construit en 5 ans : voilà la circulaire de la honte, la circulaire Guéant abrogée.

Le PCF n'a cessé de dire que la loi LRU n'était pas une Loi d'autonomie ; il n'a cessé de dire que cette loi fermait les portes de l'avenir en institutionnalisant la logique du nouveau management européen dans l'enseignement supérieur et la recherche ; c'est un outil de la financiarisation accélérée du service public : c'est cela que sous couvert de décision « efficace » la droite et son extrême voulaient et veulent préserver à tout prix.

Il y a bien d'autres questions lourdes où le discours de François Hollande reste désespérément muet ou évasif. Il en est ainsi des traités jumeaux qui renforcent comme jamais le Pacte de Stabilité. Si ces textes n'étaient pas dénoncés le management entrepreneurial aurait de beaux jours devant lui ; la pression de la soumission aux marchés financiers réduirait à néant la nécessité absolue de moyens publics massifs pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Nouvelle loi : encore faut-il dire comment on l'élabore. Assis ou debout ? Le PCF y insiste, les premières semaines d'un gouvernement de gauche doivent être marquées par des mesures de réparation amples, un bilan critique des dégâts. Un questionnement approfondi, sans tabou ni réponses préfabriquées, sur les nouveaux défis à relever pour l'enseignement supérieur et la recherche doit être organisé de la façon la plus large. Pour ce faire, le CNESER et le CoNRS doivent être les maîtres d'ouvrage de l'intense ébullition intellectuelle sans laquelle il n'y aurait que replâtrage de l'existant. **C'est à quoi s'emploie et s'emploiera le Front de gauche. Nous invitons toute la communauté universitaire à s'y en engager pleinement.**

Communiqué national du PCF .

Consultez

esr.pcf.fr
Site de la Commission Enseignement supérieur / Recherche

et sa revue

http://esr.pcf.fr/

Avec le Front de gauche,
faisons le choix
d'une autre politique qui mette
...

L'humain d'abord !

J'adhère

Nom ……..... **Prénom** …….....

Adresse …….....

CP ……. **Ville** …….....

E-MAIl…….....

PCF 13 FRONT DE GAUCHE Parti Communiste Français

Pour faire le choix de l'humain
Pour combattre la droite
Pour continuer le Front de gauche

A retourner à : Fédération des Bouches du Rhône | 280 rue de Lyon - 13015 MARSEILLE
T. 04.95.05.10.10 - F. 04.91.58.57.24 - contact@pcf13.fr